HAL
open science

La révision au sein du Labour Party et dans le Parti socialiste français : une tentative de comparaison

Gérard Grunberg

To cite this version:

Gérard Grunberg. La révision au sein du Labour Party et dans le Parti socialiste français : une tentative de comparaison. La Lettre de la Maison Française d'Oxford, 1997, 6, pp.71-86. hal-02563534

HAL Id: hal-02563534

https://hal.science/hal-02563534

Submitted on 5 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Lettre de la Maison Française,
n°6, Hilary Term, p.71-86

La révision idéologique au sein du Labour Party *et dans le Parti socialiste français : une tentative de comparaison*

Si l'on accepte la définition donnée dans les années soixante par Ralph Milliband de l'essence du révisionnisme, "*The grand reconciliation between the Labour movement and contemporary capitalism*", on peut légitimement penser que le *Labour Party* d'aujourd'hui est plus proche d'avoir accompli sa révision que le Parti socialiste français. Le *Labour Party*, par la voix de son leader, Tony Blair, revendique d'être le parti du *Business*, ce qui est tout à fait impensable dans le parti socialiste français. Tony Blair parait bien avoir pour objectif la réconciliation du mouvement ouvrier et du capitalisme; Ce n'est pas le cas de Lionel Jospin qui, lors du récent Conseil national du PSF ce mois-ci a fait adopter par son parti une orientation politique en matière économique qui renoue, au moins partiellement avec une ligne de gauche.

On peut rechercher les causes de cette différence d'approche et de comportement entre ces deux partis socialistes à propos de la question de la révision idéologique. Un rapide coup d'oeil en arrière sur l'histoire des deux organisations incite à rechercher ces différences dans l'idéologie originelle de chacun des deux partis. L'approche culturaliste parait au premier abord intéressante, mais nous montrerons qu'elle est insuffisante. Nous privilégierons une analyse des deux modèles de partis en prenant en compte non seulement la culture mais aussi la structure de ces deux partis et en observant simultanément les évolutions de l'une et de l'autre.

I- L'insuffisance de l'approche culturaliste.

Il est tentant de rechercher dans les différences culturelles, le fondement des attitudes différentes des deux partis face à la question de la révision.

Le *Labour Party* est né bien après le développement de la classe ouvrière et du mouvement syndical. Lorsqu'il est fondé, le mouvement ouvrier britannique a depuis longtemps établi des relations étroites avec le système parlementaire britannique. Il est créé par les syndicats, après beaucoup d'hésitations, alors que ceux-ci entretiennentt de bonnes relations avec le parti libéral et s'accordent avec lui au moment des élections pour avoir des représentants issus de la classe ouvrière au Parlement. La création

du *Labour*, en 1906, a d'abord pour objectif de donner au prolétariat une forte représentation parlementaire. La même année, le Parliamentary *Labour Party* est créé et il obtient dés l'origine une forte autonomie par rapport au comité exécutif du *Labour Party*. Pour les dirigeants du nouveau parti qui n'étaient donc pas socialistes dans leur grande majorité, et moins encore marxistes, le but n'était ni la lutte de classes ni la révolution. Il était d'empêcher toute discrimination à l'encontre de la classe ouvrière, et de favoriser la pleine intégration de celle-ci dans la société et le système politique anglais.

La naissance en France d'un parti socialiste unifié (SFIO) en 1905, elle aussi tardive, s'effectue sur de toutes autres bases. Le mouvement socialiste français, éclaté pendant longtemps en plusieurs organisations concurrentes, est porteur de la culture révolutionnaire et républicaine française. Le parlementarisme, qui existe depuis les débuts de la troisième République a mauvaise presse dans le mouvement ouvrier dont la composante anarchiste (syndicalisme révolutionnaire) est importante. La réunification des socialistes s'effectue sur une ligne marxiste de lutte de classes, celle défendue par Jules Guesde. L'action électorale et parlementaire ne peut selon lui que préparer la révolution. Jaurès, le leader des socialistes indépendants doit accepter en 1904 la disparition de la délégation des gauches pour réaliser l'unité, c'est à dire de la structure politique qui rassemble à l'Assemblée nationale tous les groupes républicains. Il doit accepter que son parti renonce à toute participation ministérielle éventuelle et à l'alliance avec les autres républicains. Le but final, réaffirmé, est de détruire le mode de production capitaliste. Le parlementarisme ne doit pas se substituer à la lutte des classes.

La tentative révisionniste de Bernstein qui provoque un débat dans l'internationale socialiste voit les partis français et britannique réagir d'une manière différente. Le *Labour Party*, par la voix de Mac Donald estime qu'il n'y a pas lieu d'entamer une révision puisqu'il n'y a jamais eu de "vision" dans le socialisme britannique. Selon lui, ce débat ne concerne pas le *Labour Party* qui n'a jamais été marxiste. Dans le parti français, Jaurés, qui est par beaucoup d'aspects le plus proche de Bernstein dans le socialisme français, prend parti contre la révision dés 1900.

Il apparaît ainsi que les cultures originelles des deux partis sont profondément différentes. Le parti anglais est réformiste, il n'est ni marxiste, ni révolutionnaire, et il est attaché au parlementarisme dont il attend beaucoup d'avantages. Il s'attache à intégrer le prolétariat anglais dans la société anglaise. Le socialisme français au contraire est idéologisé. Il diffuse la vulgate marxiste qui est sa boussole idéologique. Il est méfiant à l'égard du Parlement, de l'activité parlementaire et des alliances partisanes. Il attend la réalisation de ses projets de la révolution prolétarienne. Il estime être

l'héritier des révolutionnaires de 1789. Il n'aspire pas au pouvoir dans le système économique et politique qui est celui de la France d'avant 1914.

Dans ces conditions, il est tentant de relier la situation actuelle des deux partis à ce qu'elle était un siècle plus tôt. Ces origines différentes sont probablement pour quelque chose dans les différences d'aujourd'hui. Pour autant, cette approche culturaliste est insuffisante. Elle ne permet pas de comprendre, dans le parti anglais, la difficulté éprouvée par Hughes Gaitskell pour obtenir que le *Labour*, à la fin des années cinquante, abandonne la clause quatre de ses statuts qui donne au *Labour* des objectifs clairement socialistes, ni surtout la période de la fin des années soixante-dix et celle du début des années quatre-vingt où la gauche prend le pouvoir au sein du *Labour* et adopte le manifeste électoral le plus à gauche de son histoire, au moment même où les socialistes français vont entreprendre le processus de révision qui aboutira en 1991, lors du Congrès extraordinaire de l'Arche, à renoncer à ce qui restait d'idéologie marxiste et d'annoncer une trève dans la lutte contre le capitalisme. Si le parti anglais a pu connaître un gauchissement au cours des années soixante-dix et le Parti français un début de révision au début des années quatre-vint dix, c'est que l'approche culturaliste est insuffisante pour rendre compte de l'évolution historique des deux partis. Aussi, nous paraît-il nécessaire de faire intervenir d'autres variables explicatives.

II- La comparaison des modèles partisans

Les partis politiques ne sont pas seulement dotés d'une culture. Il constituent un système qui régule l'action des différents pôles de pouvoir et d'influence au sein de l'organisation, ensemble de règles écrites et non écrites, traditions diverses et textes de référence, notamment les statuts du parti. La culture dominante correspond à un équilibre des forces particulier. Si celui-ci se maintient sur une longue période, la culture originelle demeure dominante. Mais les accidents historiques, le changement des rapports de force, tant du point de vue idéologique qu'institutionnel peuvent remettre en cause cet équilibre et entraîner un affaiblissement, voire un changement profond, de la culture originelle. Il est alors nécessaire de prendre en compte à la fois l'équilibre initial des rapports de force qui a favorisé la culture dominante, et ses changements éventuels au cours de l'histoire qui ont pu favoriser des modifications au niveau idéologique et culturel.

La structure du travaillisme et ses évolutions.

Le *Labour*, nous l'avons vu, est une création des syndicats britanniques. Le mouvement syndical contrôle le parti en assurant l'essentiel de son financement et en disposant d'une majorité écrasante de votes au Comité exécutif du parti (*National Executive Committee*, *NEC*). Or

ce mouvement syndical, réformiste et intéressé par l'action parlementaire, laisse en réalité le groupe parlementaire conduire l'action proprement politique. Le mouvement syndical, accepte ainsi que le *LP* soit le représentant politique du mouvement ouvrier. Les marxistes de la *Social-Democrat Federation* ont quitté le *Labour*. L'*Independent Labour Party* laisse peu d'espace politique à son aile gauche, la seule où existe la volonté de faire du *Labour* un véritable parti socialiste. Son leader MacDonald est socialisant mais il ne croit pas à la nécessité d'un véritable parti socialiste. L'aile gauche, au sein du *Labour Party* est donc extrêmement faible et ne peut pas compter sur un nombre de députés important, ni jouer le rôle de gardien de la doctrine puisque le *LP* n'en a pas. Le *Labour* a une droite et un centre très dominants et une gauche très faible.

Le PSF présente des caractéristiques presque inverses du point de vue de sa structure et de l'idéologie dominante qui lui correspond. La gauche, qui n'est plus majoritaire après le Congrès de Toulouse en 1908 est cependant très forte. Elle détient la légitimité idéologique dans le parti en se faisant le gardien du marxisme et du projet révolutionnaire. L'unité s'est faite dans des conditions telles que plusieurs des républicains indépendants (Millerand, Viviani, Briand) resteront en dehors du nouveau parti. Ce parti s'engage à ne par participer à un gouvernement bourgeois sauf circonstances exceptionnelles, s'alignant ainsi sur les positions du SPD et de l'Internationale socialiste. Jaurès réalisera une synthèse idéologique et politique en pronant la "réforme révolutionnaire". Le compromis réalisé traduit la méfiances des guedistes à l'égard du Parlement et du pouvoir. Ensuite, le mouvement syndical, qui se méfie de l'action électorale et parlementaire, décide en 1906 de s'autonomiser totalement du Parti socialiste qu'il ne considère en aucun cas comme son représentant sur le plan politique. Dans ces conditions le centre du parti doit sans cesse démontrer qu'il est fidèle à la ligne de la "réforme révolutionnaire" . Quant à la droite réformiste elle est très faible et presque sans influence en dehors du Parlement. Les statuts du parti ne permettent pas aux parlementaires socialistes d'appartenir aux instances dirigeantes du parti.

Ainsi, la différence principale entre les deux partis est que le *Labour Party* n'a pas véritablement d'aile gauche tandis que le Parti socialiste français n'a pratiquement pas d'aile droite. Dans ces conditions on comprend qu'il n'y ait pas d'espace pour une révision idéologique dans le parti français tandis que dans le parti britannique, il n'y a même pas matière à débat. Ces deux atittudes "culturelles " correspondent donc bien à deux structures, deux modèles différents de partis. Il faut en outre noter que le parti anglais, inséré dans un mouvement syndical puissant est socialement un véritable parti ouvrier et qu'il est naturellement le représentant légitime du mouvement ouvrier. Le parti français est faible, beaucoup moins ouvrier

et ne profite pas de la légitimité que donne un lien organique avec un grand mouvement syndical unifié. En outre le parti britannique est le seul véritable parti de gauche. Il n'a pas besoin d'imposer sa suprématie sur ce segment de l'espace politique. En France, les républicains et d'abord les radicaux sont puissants et occupent la majorité de l'espace à gauche. Le parti socialiste français est donc obligé pour affirmer son identité de parti socialiste ouvrier et fonder sa prétention à représenter la vraie gauche, de marquer idéologiquement cette position de gauche et d' affirmer fortement sa doctrine socialiste et marxiste qui est son seul moyen d'identification. Pour cet ensemble de raisons, on comprend que la culture dominante au sein du parti français ne soit pas révisionniste et l'on comprend, inversement, que les caractéristiques du *Labour Party* ne le poussent pas nécessairement à se doter d'une doctrine socialiste encore moins marxiste.

III- Les évolutions du modèle britannique jusqu'en 1983.

La première guerre mondiale changea la structure du *Labour* sur trois points. Le climat social de l'après-guerre d'après guerre favorisa la transformation du *Labour* en un parti socialiste. Une véritable organisation centralisée succéda à la fédération d'organisations qu'était jusque là le *LP*, avec notamment la création des *constituency parties* qui permettaient au *Labour* de recruter des adhérents directement, et aussi par les nouveaux statuts qui traduisaient la volonté du *LP* d'être un véritable parti socialiste avec notamment l'introduction de la fameuse clause 4 qui donnait une perspective socialiste à l'action du *Labour*. Paradoxalement, la création des constituencies parties affaiblit l'*ILP* en le concurrençant localement par l'organisation du *Labour* lui-même. Dans les années trente, l'*ILP*, estimant que la politique du *Labour* était trop à droite se désaffilia. Ainsi, la gauchisation des statuts et des discours fut contrebalancée dans l'entre-deux guerres par l'hégémonie persistante de la droite et du centre. Malgré les désillusions liées à l'exercice du pouvoir et la cassure du parti dans les années trente, le *PLP* et les syndicats contrôlaient toujour le parti et n'entendaient pas appliquer à la lettre leurs manifestes électoraux. En réalité, le nouveau discours du *Labour*, en acceptant les nationalisations, acceptait du même coup le cadre général de l'économie capitaliste. Le socialisme du *Labour* n'était qu'un habillage de son réformisme profond. Après la seconde guerre mondiale, après un nouveau tournant à gauche qui s'est traduit dans la politique socialiste entre 1945 et 1951, le *Labour*, dirigé par un leader de la droite du parti, Gaitskell, à la suite des trois défaites électorales consécutives de 1951 et 1955 et 1959, a tenté à la fin des années soixante de noyer la clause 4 dans une réécriture de la déclaration de principes du parti, qui avait pour but réel de rompre avec la politique de nationalisations. Mis en difficulté par le gauche mais aussi par la base du mouvement syndical, il fut obligé de transiger. Mais il fit voter une

déclaration politique qui fut intégrée aux textes fondamentaux du parti, à côté de la clause 4. Ce texte indiquait qu'il était nécessaire d'élargir le secteur public, reconnaissait en même temps la légitimité de l'économie mixte et estimait que les nationalisations ne devaient être effectuées qu'au coup par coup et en respectant le principe précédent. Bref, le *Labour* faisait un pas dans la direction du renoncement aux nationalisations comme outil important d'une politique socialiste. Les leaders qui lui succédèrent, même lorsqu'ils venaient comme Harold Wilson de la gauche du parti, continuèrent dans cette voie. Pourtant, ce processus va s'arrêter et même s'inverser au cours des années soixante dix au début des années quatre-vingt. Il nous faut donc essayer de comprendre pourquoi. Ce changement est-il accidentel et conjoncturel ou traduit-il à ce moment là une évolution du modèle même du *Labour Party*?

En réalité, plusieurs éléments lourd se sont conjugués pour produire cette involution, conjugaison tout à fait exceptionnelle. Cette involution est un moment très particulier de l'histoire du *Labour* en ce sens que la domination de la gauche, dirigée par Michael Foot qui remplaça James Callaghan à la tête du parti et animée par le leader de l'aile la plus à gauche et la plus active, Tony Benn, a été temporaire et qu'on ne voit pas qu'elle puisse se rétablir dans l' avenir. Mais elle ne doit pas être interprétée seulement comme un accident car le *Labour Party* de la période suivante ne sera plus le même *Labour Party*.

Parmi les éléments externes qui ont joué un rôle dans l'involution des années soixante-dix, deux d'entre eux méritent d'être privilégiés car c'est leur synchronie qui a créé les conditions politiques pour le virage à gauche du *Labour*. D'une part les désillusions du pouvoir, avec une politique du gouvernement travailliste qui devenait libérale et se ralliait à des politiques de rigueur, entrant en conflit non seulement avec la gauche du parti mais aussi avec les syndicats, ce qui changeait l'équilibre historique du *Labour*. D'autre part, le mouvement idéologique qui, depuis le milieu des années soixante, avec le renouvellement des générations, s'exprimait par un renouveau des analyses de gauche, du marxisme, de l'antiméricanisme, de la condamnation du réformisme mais aussi par une participation des nouvelles générations à la vie et à l'action politique, avec des répertoires d'action élargis. Ces nouvelles générations, plus instruites, plus individualistes, réclamaient une place plus grande dans la direction du parti. Elles estimaient que l'heure d'une véritable politique socialiste avait sonné. Cet état d'esprit se répandit dans les syndicats et certains d'entre eux soutinrent la virage à gauche du parti.

Mais le mouvement d'involution idéologique n'a été rendu possible que par les modifications apportées à l'équilibre institutionnel et au fonctionnement du *LP*. D'abord une véritable gauche s'est recréée, mais pas

seulement au niveau idéologique. Elle a conquis des positions de pouvoir dans le parti (Militant) et a investi les constituency parties. En même temps elle a obtenu du congrès de 1980 que les sortants parlementaires soient réinvestis par la base dans les *CLP* alors que jusque là cette reselection était automatique. En attaquant le leadership du parliamentary party, en changeant les règles de l'élection du leader pour révaluer la position du constituency party, la gauche pour la première fois dans l'histoire du *Labour* a disposé d'une position de force dans le parti. C'est une fraction de la droite du parti qui a fait alors sécession avec la création du *SDP* en 1981, La droite travailliste s'en trouve encore plus affaiblie. Le *Labour* a adopté pour les élections de 1983 le programme le plus à gauche de son histoire. L'évolution de certains syndicats, les modifications des procédures internes et l'évolution des rapports de force interne qui l'avaient permis, en particulier la croissance d'une gauche activiste, avaient détruit l'équilibre antérieur qui assurait la réalisation du projet révisionniste. Anthony King et Ivor Crewe, dans leur ouvrage *SDP* (1995), estiment que jusque là, non seulement la droite était idéologiquement et politiquement dominante mais que la gauche et la droite partageaient une vision commune de l'action politique, d'abord parlementaire, pacifique et modérée. C'est cette culture commune, ce système de représentations commun qui volent en éclat dans les années soixante-dix car la nouvelle gauche comprend un nombre croissant de militants qui n'ont plus le même attachement à la démocratie représentative et qui sont prêts à utiliser l'action extra-parlementaire, notamment violente, si nécessaire.

IV- Les évolutions du modèle français jusqu'en 1993.

La culture du parti français, nous l'avons vu, est différente dés l'origine de celle du *LP*. Les droites y sont dominées traditionnellement. Toutes les refondations du parti se feront à gauche et les révisionnistes, en minorité, devront toujours collaborer avec une partie de la gauche. Entre 1917 et 1920 le mouvement de l'histoire entraîne le parti vers la critique du gouvernement d'union sacrée et la condamnation du réformisme et du parlementarisme comme horizon unique de l'action politique. La scission de 1920 laisse un parti socialiste dont la majorité demeure néanmoins située à gauche. Léon Blum qui occupera le centre gauche dans l'entre-deux guerres tente de concilier la nature révolutionnaire du parti et les alliances ponctuelles nécessaires électoralement avec les radicaux. Avant même la scission de 1920, il a condamné le réformisme d'Albert Thomas qui, sans succès, l'appelle à condamner le bolchevisme et à choisir Wilson contre Lénine. Dans les années vingt, dans une rencontre avec MacDonald à la veille des élections britanniques de 1924, il s'étonne que le *LP* veuille exercer les responsabilités gouvernementales alors que lui-même, comme il l'écrira plus tard, consacre au contraire tous ses efforts à

tenir la SFIO à l'écart du pouvoir. Mac Donald lui explique qu'il veut que le *LP* prenne le pouvoir pour montrer que celà ne changerait rien. Blum lui répond que justement la SFIO était dans une situation complètement différente. Elle ne pourrait venir au pouvoir que pour tout changer. C'est la raison pour laquelle il théorise la différence entre la conquête du pouvoir et son exercice. En 1935, Blum répond favorablement à la demande communiste de former un Front populaire et positionne son parti plus à gauche que le PCF. Il regrette en 1936 le refus des communistes de ne pas participer au gouvernement de Front populaire.

A la Libération, quand Blum, qui a évolué, presse désormais le parti d'opérer une première révision idéologique, voulant remplacer la lutte de classes par l'action de classes, il est battu ,ainsi que le leader du parti reconstruit, Daniel Mayer, par le leader de la gauche du parti, Guy Mollet, qui prend le pouvoir sur un discours marxiste et un engagement d'une nouvelle alliance avec les communistes. Après 1947 l'anticommunisme viscéral de Guy Mollet ne le conduira pas à entamer un processus de révision dans le parti socialiste. Il faudra attendre les années soixante pour qu'il encourage sans excès une petite rénovation qui ne donnera rien après avoir torpillé la tentative de Gaston Defferre. En 1969, le désastre socialiste à l'élection présidentielle (5% pour Gaston Defferre) conduira le parti à tenter de se rénover avec Alain Savary, mais toujours sur une ligne de gauche. Le Nouveau parti socialiste, selon sa nouvelle déclaration de principe, ne considère pas que la poursuite et la réalisation de ses objectifs passe nécessairement par la conquête du pouvoir. En 1971, au Congrès d'Epinay qui voit François Mitterrand battre Mollet et s'emparer de la direction du parti, ce sont deux gauches qui s'affontent, d'accord l'une et l'autre sur le principe d'une alliance avec le Parti communiste. Le "parti d'Epinay" sous la conduite de son nouveau Premier secrétaire qui s'appuie sur l'aile gauche animée par Jean-Pierre Chevènement, entâme une gauchisation du parti. La rupture avec le capitalisme, un grand train de nationalisations et l'élaboration d'un programme de gouvernement avec les communistes, marquent le renouveau de la pensée socialiste. Une fois de plus; le parti se refonde à gauche. La gauche du parti souhaite prendre ses distances avec une Europe considérée comme une création "germano-américaine". Après la rupture de l'union de la gauche en 1977 puis la défaite de celle-ci aux élections législatives de 1978, Michel Rocard tente d'entraîner le parti vers l'acceptation de l'économie de marché et une prise de distance par rapport au Parti communiste. Mitterrand et Chevènement remportent le Congrès de Metz contre lui. Il voit là ses espoirs de diriger le socialisme français s'évanouir. Le projet socialiste de 1980 est le texte le plus à gauche de l'histoire du parti depuis 1946. François Mitterrand demeure fidèle à la stratégie de la gauche unie malgré le revirement communiste et gagne l'élection présidentielle de 1981. Dans la période 1978-1981, c'est à dire

chronologiquement la même que celle de l'extrême gauchisation du *LP*, la bataille entre Mitterrand et la gauche du parti d'un côté et Michel Rocard de l'autre est violente. Comme dans le *Labour*, le climat est très tendu. Les différents protagonistes ne partagent pas les mêmes valeurs, la même vision du socialisme. Rocard est considéré comme un traitre au socialisme.

Entre 1981 et 1983, le socialisme au pouvoir en alliance avec les communistes mène une politique résolument de gauche. En 1983, le tournant fondamental de la politique gouvernementale socialiste vers l'austérité et la confirmation de l'appartenance du Franc au SME ne se prolonge pas par le lancement d'un processus de révision dans le socialisme français. François Mitterrand réhabilite l'entreprise et les entrepreneurs et mène en 1988 une campagne centriste qui n'engage que partiellement le parti. Mais il ne pousse pas directement le parti à réviser sa doctrine. Ce n'est qu'en 1991, lors du Congrès de l'Arche, que les socialistes effectuent une révision programmatique et se rallient à l'idée de l'économie mixte que le Président de la République défend publiquement depuis de nombreuses années....

Comme dans le *LP*, les années soixante-dix et le début des années quatre-vingt ont vu se modifier profondément la sociologie et l'idéologie du socialisme. Les nouvelles générations instruites, appartenant aux classes moyennes, sont radicales sur le plan idéologique, elles critiquent le réformisme de la social-démocratie, renient le molletisme et veulent faire de leur parti un véritable parti socialiste, engagé dans une entreprise de rupture avec le capitalisme; Les alliances de troisième force sont récusées, les nationalisations privilégiées. L'action des masses à l'extérieur du parti sont l'a*LP*ha et l'omega de la gauche socialiste qui veut bloquer le processus de construction européenne.La droite du parti -qui ne s'avoue pas comme telle et d'ailleurs ne défend pas des positions de droite sauf sur le marché- est marginalisée. Sa tentative d'incarner une "deuxième" gauche, antiétatique et autogestionnaire, échoue.

Ici donc, à la différence du *LP*, le refondation à gauche dans les années soixante-dix, n'est pas une nouveauté. Elle ouvre simplement un nouveau cycle qui comme les précédents débute par une réaffirmation des objectifs socialistes. Il est possible de dire que la culture de la gauche française demeure telle qu'elle a toujours été. Pourtant, les choses ne se sont pas passées comme dans le *LP* dans les années soixante-dix et le début des années quatre-vingt pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la culture mais qui relèvent de la personnalité de François Mitterrand et des institutions de la cinquième République et enfin de la rencontre de ces deux éléments.

François Mitterrand contrairement à Tony Benn ou même à Michael Foot, n'est pas un socialiste de gauche, il n'est même pas un socialiste du tout. Il sacrifie à la culture de gauche ce qui est indispensable pour s'emparer du parti (ce qui veut dire que cette culture existe bel et bien) mais il partage aussi avec la tradition de la SFIO un certain respect du parlementarisme, une volonté européenne et la préoccupation de ne pas aller trop loin dans la gauchisation du parti. Il utilise le CERES, la gauche du parti, mais sa préoccupation réelle est de gagner les élections et d'exercer le pouvoir. Il s'oppose au sein du parti, entre 1971 et 1981, à tout ce qui pourrait faire obstacle à ce projet: notamment du point de vue de l'Europe, de la défense, du fonctionnement des institutions, du fonctionnement des entreprises publiques, de l'influence des communistes. Il utilise l'idéologie de gauche contre Rocard pour assurer son pouvoir sur le parti, et être le dirigeant légitime d'un parti idéologiquement orienté à gauche. Sa victoire de 1981 renforce considérablement son pouvoir interne. Le mécanisme même de l'élection présidentielle en 1974 et 1981 lui avait permis d'obtenir une grande autonomie par rapport au parti. Le faible attachement de celui-ci au parlementarisme et l'énorme popularité que valait à François Mitterrand le fait d'avoir été en 1965 puis en 1974 le candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle et l'espoir qu'avaient constitué ces deux défaites pour l'avenir avaient assuré une position très forte de celui-ci au sein de la gauche. La victoire de 1981, qui ramenait le Parti socialiste au pouvoir après vingt quatre années passées dans l'opposition, fit de lui le "pape" du socialisme français. Il put en 1975 une première fois puis une seconde en 1983 réduire l'influence de la gauche et placer ses fidèles à la tête du parti. Mieux encore, à partir de 1984, avec Fabius, Rocard puis Bérégovoy à Matignon, il profita des institutions pour apparaître comme l'arbitre suprême des conflits qui opposaient les gouvernements socialistes au parti socialiste. Les Premiers ministres socialistes n'étant pas leaders de leur parti comme dans les régimes parlementaires dépendaient du président. La tradition monarchique-présidentialiste, le charisme de Mitterrand qui avait ramené la gauche au pouvoir, et son habileté permirent que le parti accepta de mauvais gré mais accepta quand même la politique de ses gouvernements. Ce qui ne veut pas dire qu'il était d'accord avec cette politique.

Ainsi, la gauche du parti ne s'empara pas du PS dans cette période ce qu'elle aurait peut-être fait sans François Mitterrand, contrairement à ce qui se passa dans le *LP*. La droite fut minorée mais Michel Rocard fut nommé Premier ministre en 1988. François Mitterrand parvint à brouiller suffisamment les cartes pour qu'un véritable débat n'eut pas lieu (sauf peut-être au congrès de Toulouse en 1985 où Rocard tenta une fois encore, sans succès, d'entraîner le parti vers la social-démocratie). Le parti était devenu schyzophrène car il condamnait -sans force excessive

d'ailleurs- la politique socialiste tout en demeurant fidèle à celui qui en était le responsable suprême. Contrairement au *LP*, la gauche ne pouvait réellement avoir des positions de pouvoir qui étaient aux mains des mitterrandistes, elle était affaiblie. Contrairement au *LP*, la radicalisation syndicale lors du tournant de 1983, ne toucha pas beaucoup un parti qui n'avait pas de liens organiques avec les syndicats.

François Mitterrand, demeurait au dessus de la mêlée et chacun se réclamait de lui. Contrairement au *LP*, le PS avait remporté, de surcroît, les élections présidentielle et législatives en 1988, après le tournant à droite de 1983, malgré une parenthèse de deux années, 1986-1988, au cours desquelles l'opposition gouverna. Ce n'est donc pas nécessairement une différence d'ordre culturel qui atténua le débat interne par rapport à ce qu'il fut dans le *LP* mais un homme et des mécanismes institutionnels. Compte tenu du découplage entre le parti et les gouvernement socialistes, le premier put demeurer longtemps fidèle à une vision de gauche tandis que les seconds mettaient leurs pas dans ceux de la social-démocratie.

V- Les deux partis dans les années quatre-vingt-dix et la question de la révision.

A partir de 1983, les deux partis ont entamé un processus de révision. Mais ils l'ont fait pour des raisons et dans des conditions très différentes. Le parti français, nous l'avons vu l'a fait après dix années de pouvoir socialiste et pour adapter sa doctrine à l'évolution de la politique socialiste. Il s'agissait en quelque sorte de réduire le fossé entre une doctrine qui était encore résolument de gauche et une politique qui dans les faits avaient largement entamé la révision. L'initiative vint du premier secrétaire du parti socialiste, Pierre Mauroy et non du président de la République qui ne s'y investit pas. Il est notable que cette entreprise de révision ait été lancée alors que le PS était encore au pouvoir. Il fallut seulement un an pour la mener à bien, dans un climat consensuel. Cette révision n'entraina pas de changements fondamentaux ni dans la structure, ni dans le fonctionnement, ni dans les rapports de force au sein du parti. Il ne fut la victoire ou la défaite de personne, sauf de Jean-Pierre Chevènement qui devait quitter le parti socialiste quelque temps plus tard.

Au contraire, le *LP* quand il entreprit son processus de révision venait d'essuyer l'un des plus grands échecs électoraux de son histoire. Après la défaite de 1979, que la gauche avait attribué à la politique de droite des gouvernements Wilson et Callaghan, la défaite de 1983 ne pouvait être aussi aisément attribuée à la droite puisque le *LP* avait fait campagne sur le programme le plus à gauche de son histoire. Le processus de révision fut entamé, au lendemain de cette défaite par le nouveau leader, originaire de la gauche du parti, Neil Kinnock. Il fut accéléré par les deux

défaites suivantes, en 1987 et en 1992. En 1981, Tony Benn avait obtenu que désormais l'élection du leader du parti ne fut plus à la disposition du *PLP*. Les syndicats disposaient dorénavant de 40% des voix contre 30% au C*LP* et 30% au groupe parlementaire. Jamais auparavent, ils n'avaient eu un tel pouvoir sur cette nomination. Kinnock, lors du congrès de 1985, affronte la tendance Militant. Une commission d'enquête puis le Congrès expulsent du parti certains membres du Conseil municipal gauchiste de Liverpool. La tendance Militant perd son siège au *NEC*. Malgré un renouvellement de la stratégie de communication, les travaillistes perdent les élections de 1987. Les textes adoptés en 1988 et 1989 réalisent une réelle avancée du processus révisionniste. Le socialisme est désormais fondé sur la liberté. L'égalité n'est qu'un moyen et le rôle premier de l'Etat est de garantir les libertés individuelles. Mais la clause 4 est maintenue et l'économie de marché est déclarée totalement inappropriée à certains domaines de la vie en société. En 1989 est rédigé le document "*meet the challenge, make the change*". L'importance du marché est reconnue pour "une économie productive et concurrentielle". Les nationalisations sont affaire de circonstance. La nouvelle législation antisyndicale de Margaret Thatcher n'est pas remise en cause dans ses grandes lignes. Les relations entre le *LP* et les syndicats se distendent. Le désarmement unilatéral est abandonné. L'entrée dans le SME est soutenue et l'inflation est décrite comme la question principale. Ce programme effectuait un retour à la Social-démocratie. La "contentious alliance" avec les syndicats était remise en cause car le parti voulait définitivement s'autonomiser par rapport aux syndicats, d'abord parceque ceux-ci avaient aidé à la gauchisation du parti dans la période précédente mais aussi parceque leur image depuis 1979 dans l'opinion, s'était considérblement dégradée et qu'elle rejaillissait sur le *LP*. En 1990 Kinnock réclame que les votes dont disposent les syndicats dans le *NEC* passe de 90% à 70%, mais cette réforme, comme celle concernant le processus de reselection des candidats aux élections parlementaires, est renvoyée à l'après législatives. La nouvelle défaite en 1992 entraîne la démission de Kinnock qui est remplacé par John Smith. Celui-ci décide de hâter la révision notamment à propos de la relation parti-syndicats. Il fait adopter le vote par tête pour contrer les activistes gauchistes. Sa mort brutale en 1993 interrompt provisoirement le processus. Mais il est remplacé par Tony Blair, un chrétien de la droite du parti, qui décide de mener la révision à son terme.

Entre 1994 et 1996, Tony Blair achève la révision idéologique et la réforme des structures. Désormais les syndicats n'ont plus que 50% des voix au *NEC*. The New *Labour* entre en scène. En 1995, la clause 4 est retirée des statuts. Désormais, le *LP* inscrit son action dans le cadre d'une économie dynamique qui mêle le marché et le partenariat. Les bons sondages de Tony Blair l'aident à terminer l'entreprise de révision. Les

aspects économiques ne sont plus essentiels, mais les aspects ethiques à partir d'une morale communautaire d'origine chrétienne deviennent prédominants. Tony Blair peut appeler le *LP* le parti du Business. C'est désormais la droite qui dirige le parti et elle est sans complexes par rapport à la gauche.

En France, les choses ne se passent pas de la même manière. En réalité, la révision de 1991 n'a pas pénétré le parti en profondeur. Aucun leader de courant ne l'a reprise à son compte. Après le départ de Chevènement l'espace de la gauche dans le parti a été occupée par la "gauche socialiste" animée notamment par d'anciens trotskistes qui maintiennent le discours habituel de la gauche sur lcondamnation du libéralisme économique et de "l'Europe de Maastricht". Entre 1988 et 1993, Pierre Bérégovoy maintient sa politique du franc fort puis défend la stratégie "maastrichienne". La très grave défaite législative socialistde 1993 puis celle des européennes de 1994, donnent le pouvoir à Henry Emmanuelli qui occupe la gauche du mitterrandisme et est proche du discours de la gauche socialiste. Sa défaite à l'occasion de la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1995, face à Lionel Jospin, entraîne son départ et l'accession de Lionel Jospin à la tête du parti. Celui-ci a rassemblé 47% des suffrages au second tour de l'élection présidentielle et ce score plus qu'honorable lui permet dans la tradition de la cinquième République de s'installer comme le nouveau leader du parti. Lionel Jospin occupe une position intermédiaire entre la gauche du parti et les rocardiens. Mais il est davantage à gauche qu'à droite. Il a critiqué la politique de Pierre Bérégovoy. Il croit possible de relancer une politique keynésienne et de combattre les politiques libérales. Il occupe en réalité le centre de gravité du parti, ce qui confirme le caractère superficiel de la révision de 1991 dont personne ne parle plus. Le texte adopté par le parti socialiste le 10 novembre 1996 reprend les propres propositions du Premier secrétaire. La presse titre sur l'abandon de la culture de gouvernement du PS et le retour de l'économie administrée. La différence avec la situation du *LP* est donc très nette.

Epilogue provisoire.

A l'issue de ce bref résumé des évolutions comparées des deux partis sur la question de la révision, on peut avancer quelques conclusions et quelques hypothèses.

- Il est vrai que jusqu'aux années soixante, la culture du *LP* était différente de celle du parti français. La culture travailliste était plus parlementariste, plus modérée, moins idéologique. La question du pouvoir fut plus aisée à résoudre pour le premier que pour le second. Cette culture travailliste, cependant n'était que dominante, il exista toujours des gauches

qui appelaient à plus de socialisme. Ces gauches furent longtemps minorées voire marginalisées pour des raisons liées à la structure et au fonctionnement du *LP*. A côté de l'idéologie du groupe parlementaire ou de sa très large majorité, les syndicats modérés étaient dominants et appuyaient généralement le groupe parlementaire qui désignait le leader du parti et rédigeait les programmes électoraux. Les marxistes et les communistes furent rejetés à plusieurs occasions grâce au rapport de forces qui découlait de cette structure. Cependant, après 1918, l'adoption de nouveaux statuts et la création du C*LP* ouvrirent un espace potentiel à la gauche.

Dans le parti français, depuis l'origine, et à l'exception de la direction de Guy Mollet qui supprima la règle de la proportionnelle pour élire le comité directeur du parti, l'influence de la culture de gauche était préservée par cette règle. Les tendances de gauche avaient une tribune pour défendre leurs idées Le groupe parlementaire était traditionnellement suspect et n'avait pas le contrôle du parti, même si dans la pratique il jouait un rôle important. Le parti était dirigé par des hommes de centre gauche qui ne voyaient pas l'intérêt d'entreprendre une révision périlleuse. Ce mode de fonctionnement est encore aujourd'hui pour partie celui du parti socialiste.

- La culture travailliste a été fortement affaiblie à partir des années soixante par l'arrivée de nouveaux membres, qui ne la partageaient et qui se proposaient même de liquider. Dés lors un mouvement d'involution politique devenait possible. La culture travailliste a été d'autant plus facilement vaincue que la gauche s'est emparée des positions de pouvoir, a entraîné avec elle les syndicats qui cessèrent de soutenir le groupe parlementaire. Cette gauche a transformé les conditions de sélection des candidats, les mécanismes de vote au *NEC* et le mécanisme de désignation du leader. Les nouveaux leaders ont été à gauche. L'extrême-gauche dirigée par Tony Benn a conduit le mouvement. De ce fait, lorsque la droite est revenue au pouvoir d'abord progressivement puis plus nettement avec l'élection de Tony Blair comme leader du parti, elle a été conduite à détruire la structure travailliste. Le *New Labour* n'est plus un parti travailliste et l'idéologie socialiste a pour l'essentiel disparu de ses textes. Surtout les bases organisationnelles du travaillisme ont été détruites avec la séparation progressive mais irréversible du *LP* par rapport au mouvement syndical, mais aussi la perte d'influence du groupe parlementaire par rapport au C*LP*. De cepoint de vue la structure du *LP* aujourd'hui est proche de celle du parti français avec la domination du C*LP* et l'adoption du principe "un homme une voix". La structure travailliste est donc morte de même que l'idéologie du travaillisme, au moins telle qu'elle avait évoluée après 1918.

En France, l'évolution vers la gauche a été stoppée par trois éléments. Le premier est la personne de F.Mitterrand qui n'est pas un socialiste, mais qui a refondé le parti à gauche et en a eu le contrôle au

moins de 1971 à 1988. Le second est les institutions de la cinquième république qui ont donné au Président et au Premiers ministres socialistes une autonomie réelle par rapport au parti, y compris et surtout dans la redaction de la plate-forme présidentielle qui pouvait être plus modérée que celle du parti. Enfin, l'absence de liens organisques avec les syndicats n'a pas radicalisé le parti par influence directe de l'évolution politique syndicale. Il est intéressant de ce point de vue de rappeler qu'après le tournant de la rigueur en 1983, le syndicat communiste CGT a poussé le PCF à quitter le pouvoir et que ceci a pesé dans le retour à l'opposition de ce parti en 1984.

- Les questions conjonctuelles sont également importantes. La gauche a pu se développer dans les années soixante-dix dans le *LP* car le vent idéologique dominant soufflait à gauche. Dans la même période en France, F.Mitterrand a pu canaliser ce mouvement; Aujourd'hui, à la fin des années quatre-vingt dix, la vieille gauche n'est plus aussi mobilisatrice, le retour à gauche du PS depuis 1994 ne peut donc pas s'effectuer d'une manière aussi brutale que dans les années soixante-dix. D'autant que tous les leaders socialistes ont participé aux gouvernements de François Mitterrand entre 1983 et 1993!

- Il reste pour terminer à s'interroger sur l'avenir des deux partis. Le fait que nous ayons rejeté l'hypothèse culturaliste ne signifie pas que nous minorions l'importance de la culture originelle dominante dans les deux partis pour comprendre le présent et tenter de faire des prévisions pour l'avenir. Le *LP* à ses origines n'était pas socialiste du point de vue idéologique. On a pu écrire qu'il était plutôt "méthodiste". D'une certaine manière, la fin du parti travailliste que nous avons considéré comme une réalité ne signifie pas que le discours de Tony Blair soit en complète rupture avec les origines idéologiques de son parti. On peut même avancer l'idée que les changements introduits par lui ont permis un certain retour aux sources de la culture travailliste. Si tel est le cas, il s'en suit que la révision "blairienne" n'a été possible que parceque son discours n'était pas en rupture complète avec le discours originel du parti travailliste, c'est à dire une volonté d'intégration dans la société britannique, une absence de remise en cause globale du capitalisme, une volonté de démontrer une capacité de gouvernement dans le cadre institutionnel et économique existant. L'hypothèse culturaliste ne serait donc pas à rejeter entièrement.

Si nous acceptons cette approche de la réalité, le Parti socialiste français est dans une situation plus difficile que le parti britannique pour mener sa révision à son terme. Le socialisme français a deux origines, l'une républicaine et l'autre socialiste. Le repli du socialisme vers le simple républicanisme, considéré comme une sorte de retour aux sources, est plus difficile à opérer que le retour du *LP* à certaines de ses origines idéologiques. D'abord parce que dés l'origine le socialisme est à la fois

républicain et socialiste et qu'un simple retour au républicanisme représenterait un véritable changement d'identité. Ensuite, le républicanisme, dans la société française de la fin du XX° siècle, n'est pas une ressource riche pour le socialisme. Lui-même est en crise, et il apporte peu de solutions propres à la question économique et sociale. Le legs républician ne peut être séparé du legs de la Révolution de 1789. Il ne peut être réduit au républicanisme modéré. Or cette origine révolutionnaire est constitutive de la gauche française. Mais que faire aujourd'hui avec la Révolution? On le voit, ni le retour aux sources républicaines, que seul Jean-Pierre Chevènement appelle de ses voeux, ni le retour aux sources socialistes ne sont d'une utilité réelle pour le socialisme du XXI° siècle. Dans ces conditions il est possible que le PS français n'ait pas d'autres solutions que de continuer à faire ce qu'il a toujours fait, c'est à dire de laisser subsister un décalage important entre ses idées radicales et sa pratique réformiste. Or ce décalag epersistant peut se révéler périlleux politiquement dans une période se méfient des promesses faites par les partis et son prêts à sanstionner ceux-ci si elles ne sont pas appliquées.

Enfin, on peut faire une autre hypothèse qui rejetant l'hypothèse culturaliste encore plus largement se fonde sur l'observation de l'évolution générale du socialisme européen. On peut constater en effet que partout, les partis socialistes se sont transformés progressivements en partis de gouvernement et que dans ces conditions les élections sont désormais les seules échéance politiques importantes pour eux. Dans cette perspective, s'ils ne veulent pas décliner, ils doivent pendre ces échéances au sérieux. On constate en effet que, de plus en plus, le sort des leaders socialistes est lié aux résultats électoraux obtenus par les partis qu'ils dirigent. Dans ces conditions, on peut faire observer que le parti travailliste a dû enregistrer une série de quatre défaites, dont la première et la plus dure, sur une ligne de gauche, pour être en mesure de mener à bien sa révision.

En France, le PS a remporté une double victoire en 1988, les défaites de 1993 et 1994 ont été mises au compte de la politique dite libérale de Pierre Bérégovoy et l'élection présidentielle de 1995 a été considérée dans le parti comme un demi succés. Si l'on suit le raisonnement précédent, il faudra plusieurs défaites sur une ligne de gauche du parti français pour que les conditions pour une révision profonde de l'idéologie et de la culture socialistes soient réunies. Le problème est que si les socialistes gagnent les prochaines législatives sur leur ligne actuelle face au gouvernement de droite qui parait dés maintenant au bout de sa course, il faudra encore du temps pour que cette hypothèse puisse être vérifiée...

Gérard GRUNBERG
Directeur de recherche au CNRS
Centre d'études de la vie politique française